

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 15

Pouvoir : 2

L'an deux mille quinze et le vingt et un mai, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; BUISINE Serge, BERGEZ Danielle, DIETRICH WEISS Elisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, BOISBOURDIN Philippe, LAMBERT Eliane, PALDACCI-UVERNET Antony, SCHLICHTER Danièle, SILVA Alain.

Absents et excusés :

RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à Jean-Luc ZAMORA)

GARCIA Eric (pouvoir à SILVA Alain)

GUILBERT Sandrine

LESUEUR Frédéric

Objet : Taxe d'Aménagement et abattements.

Vu la loi 2010-1658 de finances rectificatives du 29/12/2010,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants,

Vu la délibération du 28 novembre 2011 portant sur fixation du taux en matière de taxe d'aménagement communale,

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que depuis 2012, la taxe d'aménagement remplace la taxe locale d'équipement (TLE), la taxe départementale des espaces naturels sensibles (TDENS), la taxe pour le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (TDCAUE).

La taxe est applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou d'aménager, déclaration préalable), et qui changent la destination des locaux dans le cas des exploitations agricoles.

Elle s'applique aux demandes de permis (y compris les demandes modificatives générant un complément de taxation) et aux déclarations préalables.

Certains aménagements et constructions sont exonérés tel que les constructions jusqu'à 5m², ceux affectés à un service public, les logements sociaux ou habitations à loyers modérés

(HLM), les locaux agricoles (serres, locaux de production et de stockage des récoltes et des matériels, centres équestres, etc.), un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans, reconstruit à l'identique.

Un abattement de 50 % est prévu pour les logements aidés et hébergements sociaux, les 100 premiers m² des locaux d'une habitation principale, les locaux à usage industriel ou artisanal, dont les entrepôts et hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale, les parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale.

Monsieur le Maire rappelle que le taux actuel de la taxe d'aménagement est de 5% et qu'il présente ce projet suite à des demandes d'administrés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De ne pas appliquer d'exonération en application de l'article L331-9 du code de l'urbanisme, dans la limite de 50% de la surface excédant 100 m² pour les constructions à usage d'habitation principale financées à l'aide du prêt à taux zéro (PTZ+) ;

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible.

Adopté à l'unanimité

Ainsi délibéré, les jour, mois, et an que dessus.

Certifié conforme à l'original

Le 28/05/2015

LE MAIRE



GABRIEL UVERNET